LA GUERRE

MANIFESTE du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs — aux membres de l'Association internationale des travailleurs en Europe et aux Etats-Unis.

Dans le Manifeste d'inauguration de l'Association internationale des travailleurs, publié en novembre 1864, nous disions : « Si l'émancipation des classes ouvrières requiert leur fraternel concours, comment pourront-elles remplir cette grande mission avec une politique étrangère, à la poursuite de desseins criminels, exploitant les préjugés nationaux et prodiguant en guerres de pirates le sang et les trésors du peuple. »

Nous définissions la politique étrangère à laquelle l'*Internationale* aspire en ces termes : « Revendiquer les simples lois de morale et de justice, qui devraient présider aux relations entre les individus, comme devant régir souverainement les rapports entre nations. »

Quoi d'étonnant que Louis Bonaparte ait, dès le premier moment, traité l'*Internationale* en ennemi dangereux, lui, qui usurpa le pouvoir par l'expoitation de la guerre des classes en France et le maintenait par des guerres périodiques au-dehors.

A la veille du plébiscite, il ordonna des razzias contre les comités administratifs de l'Association dans toute la France, à Paris, Lyon, Marseille, Rouen, Brest, etc., sous le prétexte que l'*Internationale* était une société secrète, pataugeant dans un complot pour son assassinat, prétexte qui fut bientôt exposé dans toute son absurdité par ses juges à lui.

Quel était le véritable crime des sections françaises de l'*Internationale ?* Elles avertissaient le peuple français, publiquement et à voix haute, que voter le plébiscite, c'était voter le despotisme au-dedans et la guerre au-dehors. En réalité, c'était l'œuvre de nos sections françaises que dans toutes les grandes villes, dans tous les centres industriels de France, la classe ouvrière s'est levée comme un seul homme pour rejeter le plébiscite. Malheureusement, la lourde ignorance des campagnes a fait tourner la balance. La Bourse, les Cabinets, les classes gouvernantes et toute la presse d'Europe ont célébré le plébiscite comme une victoire signalée, remportée par l'Empereur français sur la classe ouvrière française, et ce fut le signal d'un assassinat, non d'un individu, mais de nations.

La guerre, ourdie en juillet 1870, n'est qu'une édition revue et corrigée du Coup d'Etat de Décembre 1851. Tout d'abord cette guerre parut si absurde que la France n'y voulut pas croire. Elle croyait plutôt à la parole du député qui dénonça les discours guerriers du ministère comme un tripotage de bourse. Lorsque à la fin, la guerre fut officiellement annoncée, le 15 juillet, au Corps législatif, l'opposition en masse refusa les premiers subsides préliminaires d'une guerre que Thiers même stygmatisa de détestable; tous les journaux *indépendants* de Paris la condamnèrent et, chose étonnante, la presse provinciale s'y joignit presque à l'unanimité.

Sur ces entrefaites, les membres parisiens de l'*Internationale* s'étaient remis à l'œuvre. Dans le *Réveil* du 12 Juillet, ils publièrent leur Manifeste « aux ouvriers de toutes les nations, » duquel nous extrayons les passages suivants :

« Une fois encore, sous prétexte d'équilibre européen, d'honneur « national, des ambitions politiques menacent la paix du monde. « Travailleurs français, allemands, espagnols, que nos voix s'unis- « sent dans un cri de réprobation contre la guerre... »

« Nous protestons contre le sang répandu pour la satisfaction « odieuse de vanités, d'amours-propres, d'ambitions monarchiques, « froissées ou inassouvies.

« Oui, de toute notre énergie, nous protestons contre la guerre, « comme hommes, comme citoyens, comme travailleurs... »

« Frères d'Allemagne, nos divisions n'amèneraient, des deux « côtés du Rhin, que le triomphe complet du despotisme... »

« Travailleurs de tous les pays, quoi qu'il arrive de nos efforts « communs, nous, membres de l'Association Internationale des « Travailleurs, qui ne connaissons plus de frontières, nous vous « adressons comme un gage de solidarité indissoluble les vœux et « le salut des travailleurs de France. »

Ce manifeste des sections de Paris fut suivi de nombreuses adresses françaises semblables, dont nous ne pouvons citer ici que celle de Neuilly-sur-Seine, publiée par la *Marseillaise* du 22 juillet : « La guerre est-elle juste ? — Non ! La guerre est-elle nationale ? — Non ! Elle est purement dynastique. Au nom de l'humanité, de la démocratie, des véritables intérêts de la France, nous adhérons complétement et énergiquement à la protestation de l'Internationale contre la guerre. »

Un curieux incident vint bientôt montrer que ces protestations exprimaient les vrais sentiments des travailleurs français. La *bande du dix décembre* que Louis Bonaparte organisa à l'époque de sa présidence, ayant été déguisée en blouses et lâchée dans les rues de Paris pour y simuler les contorsions de la fièvre guerrière, les vrais ouvriers des faubourgs firent des démonstrations tellement imposantes en faveur de la paix, que le préfet de police Piétri jugea prudent d'interdire sans retard la politique des rues, sous prétexte que la féale population parisienne avait donné un cours suffisant à son patriotisme comprimé et à son enthousiasme échevelé pour la guerre. — Quels que puissent être les incidents de la guerre de Louis Bonaparte contre la Prusse, le glas funèbre du second Empire a déjà sonné à Paris. Il finira comme il a commencé — par une parodie. Toutefois n'oublions pas que ce sont les gouvernements et les classes gouvernantes de l'Europe qui ont mis à même Louis Bonaparte de jouer pendant dix-huit ans la farce féroce de l'*Empire restauré*.

Du côté allemand, cette guerre est une guerre défensive. Mais qui a mis l'Allemagne dans la nécessité de se défendre ? Qui a fourni à Bonaparte l'occasion de lui faire la guerre ? *La Prusse*. C'est Bismarck qui conspirait avec le même Louis Bonaparte, afin d'écraser l'opposition populaire à l'intérieur et d'annexer l'Allemagne à la dynastie des Hohenzollern. S'il avait perdu la bataille de Sadowa, au lieu de l'avoir gagnée, des bataillons français auraient envahi l'Allemagne comme alliés de la Prusse.

Après sa victoire, le gouvernement prussien songea-t-il un instant à opposer une Allemagne libre à une France esclave ? Au contraire. Tout en prescrivant soigneusement les beautés innées de son ancien système, il y ajouta tous les trucs du Second Empire, son despotisme réel et son pseudo-démocratisme, ses fourberies politiques et ses tripotages financiers, son langage ampoulé et ses vils tours de main. Le régime bonapartiste qui jusqu'alors ne florissait que d'un côté du Rhin, avait trouvé sa contrefaçon de l'autre côté. D'un tel état de choses, que pouvait-il résulter sinon la *guerre ?*

Si la classe ouvrière allemande souffre que la guerre actuelle perde son caractère strictement défensif et dégénère en une guerre contre le peuple français, la victoire ou la défaite seront pour elle également désastreuses. Tous les maux qui ont accablé l'Allemagne après sa guerre de l'indépendance revivront avec plus d'intensité.

Néanmoins les principes de l'Internationale sont trop grandement répandus et trop profondément enracinés au sein de la classe ouvrière allemande, pour que nous ayons à craindre la réalisation d'un tel malheur. La voix des travailleurs français a rencontré un écho en Allemagne. Un immense meeting d'ouvriers tenu à Brunswick le 16 juillet a exprimé son adhésion complète au manifeste de Paris, a repoussé avec indignation l'idée d'un antagonisme national contre la France et a résumé ainsi ses résolutions :

« Nous sommes ennemis de toutes guerres, mais surtout des » guerres dynastiques........ c'est avec une profonde tristesse » que nous nous voyons forcés de soutenir une guerre » défensive comme un mal inévitable; mais nous faisons, en » même temps, appel à toute la classe ouvrière allemande, » pour rendre le retour d'un aussi épouvantable malheur » social impossible, en revendiquant pour les peuples eux-mêmes » le droit de décider de la paix et de la guerre et en les rendant » maîtres de leurs propres destinées. »

A Chemnitz une réunion de délégués représentant 50,000 ouvriers saxons a adopté à l'unanimité une résolution à cet effet :

« Au nom de la démocratie allemande, et spécialement des » ouvriers formant le parti démocrate-socialiste, nous déclarons la guerre présente exclusivement dynastique... Nous » sommes heureux de serrer la main fraternelle qui nous est tendue par les travailleurs de France....... Nous rappelant le mot » d'ordre de l'Association internationale des travailleurs : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous,* nous n'oublierons jamais » que les travailleurs de *tous* les pays sont nos *amis,* et que les » despotes de *tous* les pays sont nos ennemis. »

La section de Berlin de l'Internationale a également répondu au manifeste de Paris :

« Nous nous associons de tout cœur à votre protestation..... » solennellement nous vous promettons que ni le bruit des tambours, ni le tonnerre des canons, ni victoire, ni défaite ne nous » détourneront de notre travail pour l'union des prolétaires de tous » les pays. »

Qu'il en soit ainsi.

A l'ombre de cette lutte homicide se dresse la sinistre figure de

la Russie. C'est un signe de mauvais augure que le signal de la guerre ait été donné au moment même où le gouvernement moscovite venait de finir ses lignes stratégiques de chemin de fer et concentrait déjà ses troupes sur le Pruth. Quelle que soit la sympathie que les Allemands peuvent réclamer dans une guerre de défense contre l'agression bonapartiste, ils se l'aliéneraient en permettant au gouvernement prussien de demander ou d'accepter l'aide du Cosaque. Qu'ils se souviennent qu'après leur guerre de l'indépendance contre le premier Napoléon, l'Allemagne est restée, durant des générations, abattue aux pieds du Czar.

La classe ouvrière anglaise tend une main fraternelle aux travailleurs français et allemands. Elle est intimement convaincue que, quels que puissent être les résultats de cette horrible guerre, l'alliance des classes ouvrières de tous les pays finira par tuer la guerre. Le fait seul que pendant que la France et l'Allemagne officielles se précipitent dans une lutte fratricide, les ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et de fraternité,—ce grand fait, sans parallèle dans l'histoire du passé, nous fait entrevoir un avenir meilleur. Il est la preuve qu'en opposition à la vieille société avec ses misères économiques et son délire politique, une nouvelle société surgit dont la règle internationale sera la *Paix* parce que le régulateur national sera partout le même — le *Travail*. Le pionnier de cette société nouvelle est l'*Association Internationale des Travailleurs*.

Le Conseil général :

APPLEGARTH, Robert ; BOON, Martin-J. ; BRADNICK, Fréd. ; STEPNEY, Cowell ; HALES, John ; HALES, William ; HARRIS, George ; LESSNER, Fréd. ; LINTERN, W. ; LEGREULIER ; ZEVY, Maurice ; MILNER, George ; MOTTERSHEAD, Thomas ; MURRAY, Charles ; ODGER, George ; PARNELL, James ; PFANDER ; RUHL ; STEPHERD, Joseph ; STOLL ; SCHMITZ ; TOWNSHEND, W.

Secrétaires correspondants :

Eugène DUPONT, pour la France ; Karl MARX, pour l'Allemagne ; A. SERRAILLIER, pour la Belgique, la Hollande et l'Espagne ; Herman YUNG, pour la Suisse ; Giovanni BORA, pour l'Italie ; Antoine ZABIZKI, pour la Pologne ; James COHEN, pour le Danemark ; J. G. ECCARIUS, pour les États-Unis.

BENJAMIN LUCRAFT, *président de la séance ;*
JOHN WESTON, *trésorier ;*
J. GEORGE ECCARIUS, *secrétaire général.*

Londres, le 23 Juillet 1870.

Bureau : 256, High Holborn, W. C.

Genève. — Imprimerie coopérative, rue de Carouge, 6